

## **Prise de parole de Sihem**

**Lille le 2 décembre 2023**

L'année 2023 marque les 75 ans de la Nakba, la catastrophe qui a vu 800.000 Palestiniens expulsés de leur terre par les milices sionistes puis par l'armée israélienne dans la terreur, la violence et des massacres terribles où des dizaines de milliers de Palestinien-nes ont été assassiné-es.

L'attaque génocidaire à laquelle se livre Israël depuis 57 jours sur la Bande de Gaza est dans la droite ligne du projet sioniste : remplacer le peuple palestinien sur sa terre. Les déclarations et annonces faites par plusieurs membres du gouvernement israélien sont sans aucune ambiguïté. C'est le même projet en Cisjordanie avec l'accélération du nettoyage ethnique et les attaques répétées contre les camps de réfugiés, les arrestations massives, le blocage des routes et les assassinats.

Les bombardements ont repris vendredi matin dans toute la Bande Gaza et causé déjà plus de deux cent morts et de blessés. Les frappes dans le Sud ont été intensifiées. Les habitants de Khan Younes sont appelés à fuir vers Rafah qui est également pilonné.

En réalité, les faucons israéliens n'ont jamais approuvé une trêve et poussaient à une reprise de l'offensive. Et c'est le ministre des affaires étrangères états-unien Antony Blinken qui se trouvait à Tel Aviv jeudi qui en a donné le feu vert et les a assurés du soutien total des États-Unis à condition... de bombarder « proprement ». Pour ce faire, l'armée israélienne a conçu une carte de la Bande de Gaza divisée en minuscules sections numérotées appelée « carte de zones d'évacuation ». Les populations seront appelées à fuir d'une section à l'autre pour se protéger. Pour aller et se réfugier où, alors que plus de la moitié des habitations à Gaza ont été détruites par les bombardements israéliens... ? Et pendant ce temps, l'émir du Qatar rencontre le président israélien à la COP 28, pour discuter protection de l'environnement ! Quel cynisme !

La dite trêve n'aura duré que 8 jours. L'accord a permis la libération de 240 Palestiniens et l'entrée d'une aide humanitaire, cependant très insuffisante car toujours entravée par l'occupation (environ 200 camions par jour contre 500 auparavant). Pendant cette dite trêve, les habitants qui tentaient de rentrer chez eux dans le nord de la Bande de Gaza pour chercher des parents, constater les destructions, récupérer des affaires etc. ont fait l'objet de tirs de snipers pour les en dissuader. Il devient de plus en plus difficile de compter les victimes. Il est question de plus de 15 000 morts, 6 000 disparus et plus de 30 000 blessés. Plus de deux tiers de la population de Gaza est déplacée. L'OMS craint que le nombre de décès n'augmente rapidement. Son directeur a alerté qu'« étant donné les conditions de vie et le manque de soins, les maladies pourraient tuer davantage que les bombardements ». Les premières épidémies sont déjà apparues : diarrhée, gale, jaunisse, infections respiratoires, poux, etc. Il manque de tout. L'aide humanitaire et médicale est insuffisante d'autant plus que la plupart des hôpitaux ne fonctionnent plus. Dans le même temps, les crimes de l'État colonial en Cisjordanie sont d'une ampleur sans précédent. Militaires et colons se déchaînent sur la population : déplacements, destructions de maisons, incursions violentes, bouclages de villes et villages, interpellations massives et assassinats. Jénine, ville résistante, est particulièrement touchée.

L'armée israélienne a tué plus de palestiniens en Cisjordanie au cours des six dernières semaines qu'au cours de toute autre année depuis 2005. Plus de 3 000 personnes ont été arrêtées et 250 assassinées depuis début octobre. La Commission des affaires des prisonniers rapporte que les prisonniers palestiniens subissent depuis le 7 octobre des mesures punitives plus intenses que d'ordinaire, une nourriture insuffisante et mauvaise, une négligence médicale, des coupures d'électricité, ou encore un manque d'eau. Ils sont soumis à des tortures psychologiques, forcés par exemple d'embrasser le drapeau israélien, sont roués de coups et

humiliés, forcés à garder la tête baissée, à s'agenouiller au sol pendant le compte des détenu·e·s ou à chanter des chansons israéliennes. Les geôliers israéliens maltraitent ceux qui refusent d'obéir.

Six palestiniens sont morts sous la torture dans les prisons israéliennes depuis le 7 octobre.

Nous sommes ici rassemblés pour rappeler que l'emprisonnement des Palestiniens dans les geôles israéliennes est une pièce maîtresse de la colonisation. Comme nous l'a expliqué Salah Hammouri le lundi 20 novembre lors de la conférence organisée par l'UD CGT à Lille, cette stratégie de harcèlement, d'enfermement massif, de création d'une insécurité permanente pour les Palestiniens, y compris les enfants, est désormais un instrument de l'oppression organisée d'un peuple tout entier par la peur. Elle est une dimension majeure qui, pour sa démesure, relève désormais d'un « sociocide », autrement dit d'une destruction de la société palestinienne planifiée et mise en œuvre par l'État israélien.

Les geôles de l'État colonial comptent actuellement :

- 7000 prisonniers politiques palestiniens
- 200 enfants, ils peuvent l'être dès l'âge de 12 ans
- 2070 personnes sous détention administrative, une détention sans inculpation ni procès qui peut être reconduite indéfiniment

Il faut rappeler également que les Palestiniens même quand ils ont droit à un procès, comparaissent devant des tribunaux militaires, alors qu'ils sont civils et ce en violation de la IVème Convention de Genève. Près de 37 % de la population palestinienne depuis 1967 a connu les geôles de l'occupant.

Nous portons ici les portraits de Palestiniennes et Palestiniens libérés récemment ou encore otages de l'État colonial pour les sortir de l'anonymat auquel les médias occidentaux les soumettent et pour raconter leur histoire. Car, participer à la dénonciation de cette politique et du silence médiatique, s'engager dans les campagnes de soutien aux prisonniers palestiniens c'est s'engager pour le respect des droits humains et du droit international !

Nous exigeons un cessez-le-feu immédiat et durable, la levée du siège de Gaza qui permettra l'acheminement sans restriction de toute l'aide nécessaire à la population, la fin de la colonisation et l'application pleine et entière des droits nationaux du peuple palestinien à savoir un État souverain et le droit au retour des réfugiés.